

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21462 - 79ÈME ANNÉE

Trafic aérien suspendu entre Madagascar et Mayotte

Épidémie de choléra aux Comores : La Réunion doit être vigilante

Depuis une semaine, une épidémie de choléra touche les Comores. Par principe de précaution, Madagascar a stoppé les liaisons aériennes avec Mayotte, et impose une quarantaine de 15 jours aux passagers voulant débarquer d'un bateau en provenance de Mayotte. Comme Madagascar, La Réunion est reliée quotidiennement à Mayotte, mais le principe de précaution ne s'y applique pas de la même manière qu'à Madagascar...

Une épidémie de choléra touche l'archipel des Comores. Mayotte est concernée. Avec la crise de l'eau à Mayotte, la situation sanitaire s'y est aggravée. En raison de la politique des visas mise en œuvre par Paris à Mayotte, de nombreuses personnes préfèrent entrer clandestinement à Mayotte, et elles ne sont donc pas contrôlées sur un plan sanitaire. Elles viennent des Comores où une alerte liée à une épidémie de choléra est en cours. La conséquence de cette politique est la possibilité que des personnes contaminées puissent entrer à Mayotte et se mêler à la population.

Forte proportion de personnes devant vivre dans la clandestinité, manque d'eau potable et contagion font planer un risque d'extension de l'épidémie à l'île aux Parfums.

La Réunion est concernée par ce risque, car elle est reliée quotidiennement avec Mayotte.



morts sont déjà à dénombrer aux Comores. Des mesures de protection ne manqueront sans doute pas d'être annoncées. Mais pour le moment, les autorités sanitaires de notre île ont une stratégie différente de celle d'un autre pays concerné par l'épidémie, Madagascar.

Précédent du COVID-19

Le précédent du COVID-19 avait rappelé que l'aéroport Roland-Garros est la porte d'entrée des épidémies dans notre île. A partir du moment où les quarantaines et limitations du nombre de passagers furent levées, l'épidémie venue de France fut importée. Chaque jour, plusieurs gros porteurs amenaient des milliers de passagers pas contrôlés au prétexte qu'ils étaient vaccinés ou porteur d'un résultat négatif à un test de dépistage.

Le choléra est un virus très dangereux. Plusieurs

Suspension des vols entre Mayotte et Madagascar

Aux Comores, le virus a été apporté par les passagers d'un bateau arrivant de Tanzanie le 30 janvier dernier. A Madagascar, le trafic aérien avec Mayotte est suspendu et les passagers arrivant par la mer doivent subir une quarantaine de 15 jours.

A La Réunion, la protection sanitaire se limitera-t-elle au contrôle de passagers volontaires sur la base de symptômes déclarés ?

Parlementaires, maires et chambres consulaires contre l'augmentation de 10 % du prix de l'électricité

Les 7 députés de La Réunion, les 4 sénateurs de notre île, la présidente de la Région Réunion, les présidents du Département, de l'Association des maires de La Réunion, du TCO, de la CIVIS, de la CASUD, de la Chambre de commerce et d'industrie, de la Chambre d'Agriculture et de la Chambre des métiers et de l'Artisanat ont adressé hier un courrier commun à Bruno Le Maire, ministre de l'Économie. Ces élus demandent à Paris de geler l'augmentation de 10 % du prix de l'électricité.

Monsieur le Ministre,

Votre décision d'augmenter de 10 % les tarifs d'électricité dès le 1er février 2024 est très mal vécue par la population réunionnaise. Elle s'ajoute à celles de 2 % en février 2022 ; de 15 % en février 2023 et de 10 % en août 2023 entraînant une augmentation des factures.

En temps normal, c'est très difficilement supportable pour les familles réunionnaises, tant le pouvoir d'achat est en berne et compte tenu de la cherté de la vie (jusqu'à 35 % plus cher par rapport à l'Hexagone) ; mais faire une telle annonce juste après le passage du cyclone Béal est incompréhensible.

Un cyclone qui a causé la mort de 4 personnes. Les dégâts sont estimés, d'après un premier bilan, à plus de 100 millions d'euros. L'agriculture a beaucoup souffert. Selon les premiers retours de l'enquête de la CCIR auprès de ses adhérents, 212 entreprises ont eu des difficultés en raison du cyclone. Seules 58 % de ces entreprises sont assurées pour les dommages subis.

Cette annonce est intervenue alors que durant quasiment 12 jours, des quartiers entiers de nos communes ont été privés d'électricité obligeant les familles à jeter les provisions de nourritures représentant des centaines d'euros. Certaines d'entre elles ont dû aussi racheter de l'électroménager en raison des va-et-vient du courant qui ont mis hors d'usage leurs appareils.

Certaines entreprises ont dû mettre leurs employés en chômage technique faute d'électricité et de l'eau.

Tout cela a un coût.

Monsieur le Ministre, à peine le cyclone Béal s'est-il éloigné, que nous avons dû affronter une nouvelle tempête Candice. Fort heureusement moins dangereuse en termes de vents mais qui a provoqué des pluies torrentielles dans le sud de l'île. Là encore le bilan est lourd : 4 morts et des dégâts très importants aux maisons, routes, exploitations agricoles...

L'inflation, les difficultés de remboursement du Prêt garanti par l'Etat, les dépôts de bilan, les procédures de liquidation en augmentation, la hausse du coût du fret et de la matière première... le prix de l'énergie, des carburants qui augmentent au 1er février 2024 ; la population comme les professionnels appellent au secours.

Des professionnels qui, à travers leurs Chambres consulaires vous demandent un gel de cette augmentation pour La Réunion.

Nous, Député.e.s, Sénatrices et Sénateurs, Présidente de la Région Réunion, Président du Conseil Départemental, Président de la Chambre de Commerce et d'industrie de la Réunion, Président de la Chambre des métiers et de l'artisanat, Président de la Chambre d'agriculture, Président de l'Association des Maires, Présidents des intercommunalités : CASUD, CIVIS, TCO, vous demandons de geler cette augmentation pour le département de La Réunion, au nom de la solidarité nationale. Au nom de la différenciation. Au nom des adaptations. Des termes si chers au Président de la République et au Premier Ministre.

Dans cette attente, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de notre haute considération.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

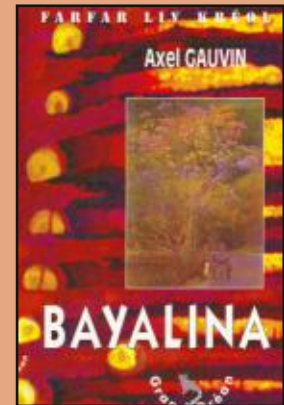
TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Bayalina

Bayalina, par Axel Gauvin... in roman dann la lang kréol rényoné,
an fèyton dann Témoignages



Samdi 8 séptanb (katrièm morso)

Otour nout tab, zordi, la-fé ankòr in pti shanzman. Si Ari i goulipiate touzour vizavi d'mwin, Rémon (çate i rakonte — sépa si lé vré, sépa si lé mantèr ? — ce zistoir pié-zak-Gramoun-Flavonien-là, çate i vé done amwin ponplemousse pou mwin vèye dessi li), Rémon la-fé in plasse koté d'li pou in ot pti kourto bouré konm in pti sossisse la-pou boui.

Dann in gran sourir, lœ Rémon i prezante anou son kamarade :

– Lu apèl Mano.

Gran sourir lœ Rémon ! Transh papaïy ! Mé soman, pa-sito l'ot fine vire son dos (li la-parti trape son foursète li la-oublie dessi l'ot tab laba), ce lèspèsse lipokrite Rémon-là i di en missouk :

– Son vré nom cé Mano-san-zeuf, akòz lu néna poin. Son deu grène la-refuzé d' sortir dan son ba-ventr'. Soman st'in garson. Mé lu la-poin ça !

Mi di pa azot koman bann'a la-pète à rir ! Promié shèf-en-tête, Rémon mèm ! Epila — lœ kittsamèr ! — li l'arvni zanti vèye pa koman, kan Mano l'arvni !

Guèl-Roz, dessi lœ troizième tab par dann fon, i argarde amwin en travér. Ziska goulipiate son pla d' manzé li oublie. I di konmça li rakonte partou (Rémon i fé l' radio trottoir dan ce péi-là-peau-patate demoun i koné mèm pa trottoir, i koné pa radio nonpli, parlfèt) Rémon i di Guèl-Roz i rakonte partou nout 2 li lé fashé, in grin d' sèl li manze arpi sanm mwin ; épila, dabor-inn, in parol mèm i fo pi mi di ali.

Kèl parol mwin la-fine di ali amwin-là ? Mon kiyèr la-koz sanm li. Amwin : zamé koze èk li ! Soman si mwin té li, mwin té i porte bien antansion in nafèr : kiyèr malbar-là na ankòr 2 pti kozman pou di sanm li si li déssote inpé tro la baryèr !

Guèl-Roz i di ossi son papa va vni vèy amwin lœ soir, kank lékol i largue. Va boshe amwin par la touf shové, va plishe mon déyèr coup d'sintiron. Di ali : anvôye son vié, anvôye son vièy, anvôye son granmèr, son tantine. Mwin la-pa pèr toute son tranbleman !

Axel Gauvin

La pankor fini...

Oté

La Franss néna in gouvèrnman kroupion, Mèm lo pti Mayotte, li gingn pa mète a la rézon

Mézami sak téi panss lotrozour lo Wuambushu lété in n'afèr lété pa fé pou marshé é ké lo prinsipal rovandikassion banna, la sékirité, zot lété bien loin pou trapé, ébin la vi la done azot rézon. Gouvèrnman l'avé in plan, fagoté par in préfè — ankòr in limyèr kolonyal — aksèpté par in gouvèrnman li mèm tro kontan amontr koman li règ lo problèm — plito lo bann problèm — pars laba i arète pa : problèm migran, problèm dolo, problèm in nouvo kalité migran, problèm koupèr shomin, san konté bann problèm bann fors viv zot mèm, épi bann zéli zot ossi san konté sète la sossyété néo-kolonyal i fé énéte.

Mé l'avé sirtou lo problèm sékirité... Si mi tronpe lo Wuambushu — tyé sète blèss katorz — l'avé konm poun vizé ramenn lo kalm dann in péi gran konm dè komine la Rényon avèk son bann zobzèktif : si ladan na poin le lobzèktif sékirité, mi mète mon tête a koupé... Mi di sa pars mwini la konm antande dann télé Mayotte, lo Wuambushu na poin arien a oir avèk la sékirité konm lo problèm i poz zordi. Alé oir kan la komanssé lo lopérassion Wuambushu nou téi antann arienk sa dann la bouh bann zélu, dann sète sak i apèl lé fors viv, épi dann la bèk lo préfè : ramenn la sékirité é pou sa koupe shomin bann kwassa-kwassa san soussyé la sékirité bann demoune noiyé an kantité dan

loséan, kass bann bidonvil — mé zordi néna ankòr bann nouvo kan demoune so kou issi i sorte dann déssèrtin péi l'Afrik.

Zordi ni antann bann fors viv, épi bann zélu aprè réklame la sékirité ankòr é touzour, mé gouvèrnman i diré li vien pa bou fé sa li ; lé vré li la doub lo nonm poliss avèk zandarm mé bann fors viv épi ban zéli i kroi pa gouvèrnman néna in plan i kroi pa li pé ramenn la sékirité. I kroi mèm pa li vé ramenn la sékirité.

Mwini pèsonèlman mi koné mèm pa koman Mayotte lé déviré, mé sak mi antan sé ké la sékirité banna i vé zot lé ankòr loin pou gagné. Zordi toute lé kaziman fèrmé laba é bann fors viv i atann k'i nome in miniss pou zot diskite avèk li — rante parantèz pou sèye obliz ali aplike in plan ké zot la poin — mé alé savoir pou kossa si la fini dézign in gouvèrnman kroupion, la pankor nome bann miniss délégué. Mi koné pa kossa zot i panss mé mwini néna konm dan l'idé lo vèr lé dann lo frui laba dan Paris, pou Mayotte konm pou la républik èl mèm pou bann éritoir l'outre-mèr.

A bon antandèr salu !

Justin